

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22140 - 82ÈME ANNÉE

Rapprochement entre le groupe mauricien IBL et Caillé Grande Distribution

Grande distribution à La Réunion : concentration sur fond d'APE et de risques de délocalisations



L'APE ouvert aux services peut accélérer la délocalisation d'emplois qualifiés de La Réunion vers Maurice : les magasins et les consommateurs resteront ici, mais une partie de la valeur créée pourrait être transférée ailleurs. Cette logique prolonge le système néocolonial : La Réunion deviendra-t-elle un pays de consommation avec plus de chômeurs que de salariés ?

cinquante de supermarchés Leader Price, et Make Distribution, codétenue par le groupe mauricien IBL et le groupe réunionnais SAB, qui exploite quatre hypermarchés Run Market.

Derrière cette opération commerciale se profile une question autrement plus importante : que restera-t-il demain de la richesse créée à La Réunion ?

L'Autorité de la concurrence a donné son accord au rapprochement entre deux acteurs majeurs de la grande distribution à La Réunion : Caillé Grande Distribution, filiale du groupe Caillé, qui exploite une

Les murs et les rayons à La Réunion, les emplois et les bénéfices ailleurs

Cette opération intervient dans un contexte qui devrait alerter. Avec l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les États d'Afrique orientale et australe ouvert aux services, une nouvelle étape peut être franchie dans la délocalisation des activités. Demain, les magasins pourraient rester à La Réunion, avec leurs murs et leurs rayons, tandis qu'une partie croissante des services nécessaires à leur fonctionnement pourrait être externalisée vers Maurice : informatique, comptabilité, gestion administrative, centres d'appels, marketing, logistique ou encore certaines fonctions de direction. Le consommateur réunionnais restera sur place, mais une partie de la valeur produite par sa consommation pourra être transférée ailleurs.

Faire croire aux pauvres qu'ils sont riches grâce à la consommation

C'est une nouvelle étape de la logique néocoloniale : conserver le marché, mais exporter la richesse.

À La Réunion, le problème ne se limite pourtant pas aux délocalisations. Le modèle de la grande distribution participe à un système de consommation profondément inégalitaire. Les prix sont fixés dans un environnement où une partie de la population bénéficie d'un pouvoir d'achat artificiellement supérieur grâce à la surrémunération. Le reste de la population doit suivre, avec des revenus bien plus faibles.

Ainsi fonctionne le sous-développement : le dominé est invité à consommer comme le dominant plutôt qu'à contester la structure coloniale de la société. On lui vend les mêmes produits, les mêmes marques, les mêmes rêves de consommation. On lui donne l'illusion de vivre comme les plus riches, tout en maintenant les structures économiques qui produisent les inégalités.

La nationalité française entretient encore davantage cette illusion. Parce que le Réunionnais est juridiquement français, on voudrait lui faire oublier qu'il vit dans un pays pauvre et sous-développé. Il est poussé à s'identifier au modèle dominant, sans voir que ce modèle contribue à sa propre pauvreté.

Où part l'argent de l'allocation de

rentrée scolaire ?

Chaque année, le versement de l'allocation de rentrée scolaire illustre cette mécanique. Des millions d'euros de pouvoir d'achat supplémentaire sont injectés dans l'économie. Une partie repart aussitôt dans les caisses de la grande distribution. Mais qui interroge réellement les prix ? Qui contrôle les marges ? Qui décide de la répartition de la richesse ? La question essentielle — pourquoi les prix sont-ils aussi élevés ? — passe au second plan, l'argent arrive alors la priorité est de consommer sans discuter.

Avec l'APE, le risque est de franchir un nouveau seuil : La Réunion pourrait devenir encore plus un territoire de consommation tandis que les emplois qualifiés et la valeur ajoutée seraient exportés.

Conserver à La Réunion les vitrines et les consommateurs et transférer ailleurs la richesse

Avec l'APE, ce système risque désormais de franchir une nouvelle étape : conserver à La Réunion les vitrines et les consommateurs, mais transférer ailleurs une partie toujours plus importante de la richesse produite.

Voilà pourquoi l'APE mérite un véritable débat public. Il ne s'agit pas seulement de commerce. Il s'agit de savoir qui contrôle l'économie réunionnaise, où se crée la richesse et à qui profite-t-elle ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

L'index FAO des prix alimentaires atteint son plus haut niveau depuis 3 ans

Prix alimentaires : La Réunion paie le prix de sa dépendance

La FAO alerte : en juillet, les prix mondiaux des céréales ont bondi de 3,4 %, le blé de 5,8 % et le sucre de 5,6 %. Pour La Réunion, dépendante des importations alimentaires, chaque guerre, sécheresse ou crise énergétique menace directement le pouvoir d'achat. Cette vulnérabilité n'est pas une fatalité : elle vient d'un système néocolonial qui privilégie les importations au détriment de la production locale et des emplois pour maintenir La Réunion dans le sous-développement et la dépendance aux bailleurs de fonds français pour acheter la paix sociale.

La nouvelle alerte de la FAO devrait provoquer un débat à La Réunion. En juillet, l'indice mondial des prix alimentaires a progressé de 0,6 %. Les céréales ont bondi de 3,4 %, le blé de 5,8 %, les huiles végétales de 2 % et le sucre de 5,6 %. Cette hausse est expliquée par trois facteurs qui s'aggravent : le changement climatique, les tensions géopolitiques et la hausse du coût de l'énergie.

Évolutions dangereuses

Pour La Réunion, ces évolutions sont particulièrement dangereuses. Notre pays ne maîtrise ni les prix mondiaux, ni les routes maritimes, ni les décisions des grandes puissances. Elle dépend massivement des importations pour nourrir sa population. Une guerre, une sécheresse, une mauvaise récolte ou une perturbation du transport maritime peut donc rapidement se transformer en inflation dans les rayons des magasins.

Cette vulnérabilité n'est pourtant pas une fatalité. Elle est le produit d'un système, le néocolonialisme, construit autour de la dépendance. La Réunion importe une grande partie de son alimentation alors que son potentiel agricole permettrait de produire plus pour répondre aux besoins de sa population.

Le système privilégie les importations massives, les longues chaînes d'approvisionnement peuplées d'intermédiaires qui font des profits et la concentration de la grande distribution. Il expose les consommateurs réunionnais, majoritairement pauvres car confrontés à la précarité de l'emploi, aux fluctuations

des marchés internationaux tout en fragilisant les producteurs locaux. Lorsque les cours mondiaux augmentent, la facture est immédiatement présentée à la population. Lorsque les prix baissent, rien ne garantit que cette baisse soit intégralement répercutée.

Prix de l'intégration à un marché européen

La Réunion est intégrée à un marché européen situé à des milliers de kilomètres, mais demeure insuffisamment intégrée à son environnement immédiat de l'océan Indien. Pendant ce temps, les accords commerciaux ouvrent plus les marchés régionaux aux intérêts extérieurs sans construire une véritable complémentarité entre les économies de la région.

Produire plus de céréales adaptées au climat, développer les filières fruits et légumes, renforcer l'élevage, protéger les terres agricoles, soutenir la transformation locale et organiser des échanges avec les pays voisins sont autant de pistes pour réduire la dépendance.

L'enjeu dépasse le prix d'un paquet de farine ou d'une bouteille d'huile. Il concerne la capacité d'un peuple à décider de ce qu'il mange et de la manière dont il se nourrit.

Les chiffres de la FAO sont un avertissement. Persister dans la dépendance, c'est accepter que des décisions prises ailleurs continuent de décider du contenu et du prix de la nourriture des Réunionnais.

M.M.

Oté

Kréol la Rényon, in lang de kultur !

Trojour mwin la antann kékshoz kan mwin té apré ékout in radyo. Sa téi tonb ziss apré biltin la météo an kréol. Sa i plé bonpé d'moune é mwin galman d'apré sak mwin la fine ékri, mé si demoune i yèm sa, néna galman sak i yèm pa sa... Donk si in madam la di, èl i rafol de sa, néna iin méssyé lété in bonpé an kolèr é wala kossa li téi di :

Si i parl in lang dann radyo sé pou amélyor lo sti épi done in kontenu kiltirèl lo bann parol lo l'animatèr, mé lamétéo an kréol sé abèss la radyo épi sirtou pa done in lémissyon in karaktèr kulturèl.. ; Mi doi dir azot si mwin l'avé antann in n'afèr konmsa néna in sèrtin tan, mwin noré ziss anvi abime lo radyo, mé koméla sa i fé dsi mwin konm lo dsi fèye sonj.

Pou kossa mi di sa ? Pars mi panss sèryèzman in prodikssyon an kréol rényoné an pliss si sé in bon prèstassyon — sa i pé ziss aporte nout lang in sipléman pou son valèr kiltirèl dann la kréassyon kiltirèl. Donk, fo pa kriye lassassin kan wi anrtan dann la lang kréol dé shoz ou la pwin labitide antann. Myé ksa wi doi goute ali, apréssyé ali, gingn in kontantman siplémantèr an ékoutan la radyo dann in prèstassyon ou lé pa abityé.

Mi pé dir mèm i fo ète fyèr kan wi antan kékshoz konmsa pars sé dann in lang nout pèp la fé ké ni antann parl sé shoz-la. Pars de toutan nout lang kréol rényonèz sé in lang kiltir popilèr mé zordi avèk bann konpléman bann créatèr i aporte ni pé dir, nout lang-la i goumante son bann zapor kiltirèl é sa sé in n'afèr ni doi rafolé.

A bon antandèr salu !

Justin